

# Promouvoir l'égalité des genres et le renforcement du pouvoir économique des femmes et des filles

Cadre d'intervention de DID 2020



**Desjardins**

Développement international



# Table des matières

Contexte .....	2
Notre vision.....	3
Notre approche .....	3
Notre théorie du changement .....	4
De la théorie à l'action .....	5
Notre démarche.....	6
Notre lexique .....	7

**Lorsque les femmes ont accès de la même manière que les hommes aux ressources, aux actifs, aux services et aux débouchés économiques, elles deviennent une véritable force contre la pauvreté.**

- Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture





# Contexte

Les femmes et les filles sont de puissantes artisanes du changement. Promouvoir l'égalité des genres et le renforcement du pouvoir économique des femmes figure donc au cœur de toutes les interventions de Développement international Desjardins (DID).

Bien que de grands progrès aient été accomplis en ce qui a trait à la lutte contre la pauvreté au cours des dernières décennies, 70 % des populations les plus pauvres dans le monde sont constituées de femmes. Il reste donc encore beaucoup de travail à faire, notamment afin de corriger les inégalités entre les genres et d'éliminer les discriminations sur cette base.

La persistance de ces inégalités compromet les perspectives de développement économique et social et constitue un obstacle à la réduction de la pauvreté. Pour cette raison, les progrès en matière d'égalité des genres sont l'une des conditions préalables à la réalisation de tous les objectifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Les enjeux sont complexes et doivent être abordés en considérant que les femmes ne forment pas un groupe homogène. Les discriminations qui les touchent sont souvent amplifiées lorsque d'autres discriminations s'y ajoutent en raison de l'origine ethnique, d'un handicap physique, de la religion, de l'orientation sexuelle, de l'âge ou de la condition sociale. Les femmes sont également affectées différemment et plus sévèrement que les hommes par le changement climatique et son impact sur l'agriculture.

Ce cadre d'intervention s'inscrit dans la continuité des efforts déployés par DID au cours des cinquante dernières années pour favoriser l'égalité des genres. Il vise à contribuer au développement de programmes plus efficaces et plus cohérents pour soutenir le renforcement du pouvoir économique des femmes et l'égalité des genres.



L'autonomisation économique des femmes et l'inclusion financière : un levier important pour valoriser les femmes comme créatrices de richesses et d'emplois et lever les contraintes auxquelles elles sont confrontées dans le monde :

- En Asie du Sud ou en Afrique subsaharienne, les femmes représentent plus de 60% de la main d'œuvre agricole et elles sont moins de 20 % à avoir accès à la propriété dans le monde (ONU-femmes).
- 40% de la population féminine mondiale n'a pas accès à des services financiers formels (Banque mondiale, 2017).
- L'accès aux services financiers constitue l'un des principaux obstacles à l'entrepreneuriat féminin. Environ 70 % des femmes qui sont à la tête de petites et moyennes entreprises (PME) n'obtiennent pas les financements dont elles ont besoin. (Banque mondiale, 2017).
- Un milliard de femmes – environ le septième de la population mondiale – n'arrivent pas à atteindre leur plein potentiel économique et à assurer leur propre bien-être, en raison d'obstacles qui les empêchent d'accéder au marché du travail et de contribuer à l'économie de façon productive. (ONU).

# Notre vision

DID a pour mission d'accroître l'autonomie des populations moins favorisées de la planète en leur donnant accès à des services financiers diversifiés et sécuritaires. DID appuie pleinement l'égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles dans toutes ses initiatives à travers le monde. Qu'il s'agisse ou non de la finalité première de nos interventions, la situation de tous les groupes marginalisés est prise en compte de même que la place et le rôle que les hommes et les garçons ont à jouer dans les processus de développement et l'égalité des genres.

Lorsque les femmes participent activement au système financier, elles peuvent mieux gérer les risques, ajuster leur consommation face aux chocs ou financer des dépenses du ménage comme l'éducation.

DID considère que l'inclusion financière est une approche efficace pour contribuer au renforcement du pouvoir économique des femmes et à l'égalité des genres si elle s'accompagne de stratégies visant à lever les obstacles systémiques qui limitent l'accès des femmes aux ressources financières et productives, aux marchés, à l'emploi et à la prise de décisions.

Lever ces barrières pourrait mener à des investissements plus élevés dans des activités génératrices de revenus, une demande accrue de produits financiers et des revenus plus élevés. Sachant que les femmes réinvestissent jusqu'à 90 % de leur revenu dans leur famille et leur communauté, contre seulement 30 à 40 % pour les hommes, l'inclusion financière des femmes peut mener à des impacts importants sur le bien-être des communautés.

Qu'il s'agisse ou non de la finalité première de nos interventions, la situation de tous les groupes marginalisés est prise en compte de même que la place et le rôle que les hommes et les garçons ont à jouer dans les processus de développement et l'égalité des genres.

DID est convaincu que la finance numérique constitue un accélérateur de l'inclusion financière, mais que des stratégies spécifiques doivent être mises en place pour rejoindre les femmes, en particulier celles qui vivent dans des communautés pauvres et marginalisées — qui sont les plus susceptibles de se retrouver du mauvais côté d'une fracture numérique persistante.

Finalement, DID estime également que l'inclusion financière peut renforcer la résilience des femmes, qui sont souvent affectées de manière disproportionnée par les impacts des changements climatiques, du fait de la persistance de certaines normes et discriminations à leur égard. Les femmes dans les communautés sont souvent les mieux placées pour initier des activités visant à répondre aux changements climatiques. Renforcer la capacité des IMF à adapter des produits financiers visant à mieux soutenir ces initiatives constitue l'une des priorités de DID.

## Des obstacles de diverses natures entravent l'accès et l'utilisation des produits et services financiers par les femmes :

- **Offre de services** : produits mal adaptés aux besoins des femmes, méconnaissance de la part des IMF du segment de marché que représentent les femmes, couverture territoriale limitée, manque de données ventilées selon les sexes, etc.
- **Demande** : manque d'accès à l'information, niveau d'analphabétisation élevé, manque d'actifs pour les garanties, absence d'un revenu stable, faible pouvoir de négociation, etc.
- **Pratiques et normes sociales qui contribuent à maintenir les femmes dans des activités peu rentables ou à faible revenu** : mobilité réduite, division sexuelle du travail, normes culturelles, etc.



# Notre approche

DID propose une approche transformatrice à l'égard de l'inclusion financière en développant des stratégies visant à s'attaquer aux causes sous-jacentes des inégalités. Cette approche systémique s'appuie sur des interventions visant à la fois des changements sur la demande, l'offre et l'environnement :

## Demande

Augmenter le pouvoir et la capacité d'agir des femmes (changements dans leurs connaissances, leurs compétences, leur capacité de faire des choix et de prendre des décisions) et réduire les contraintes d'utilisation des produits et services financiers et des ressources productives

## Offre

Améliorer les pratiques et les politiques des institutions financières partenaires et de l'écosystème entrepreneurial afin de les rendre plus sensibles au genre et de lever les contraintes d'accès

## Environnement

Revoir les normes sociales et les systèmes réglementaires qui peuvent être discriminatoires pour les femmes et constituer un frein à l'exercice de leurs droits

# Notre théorie du changement

DID considère qu'une stratégie d'inclusion financière sera davantage susceptible de mener au renforcement du pouvoir économique des femmes, à l'égalité des genres et à la réduction de la pauvreté :

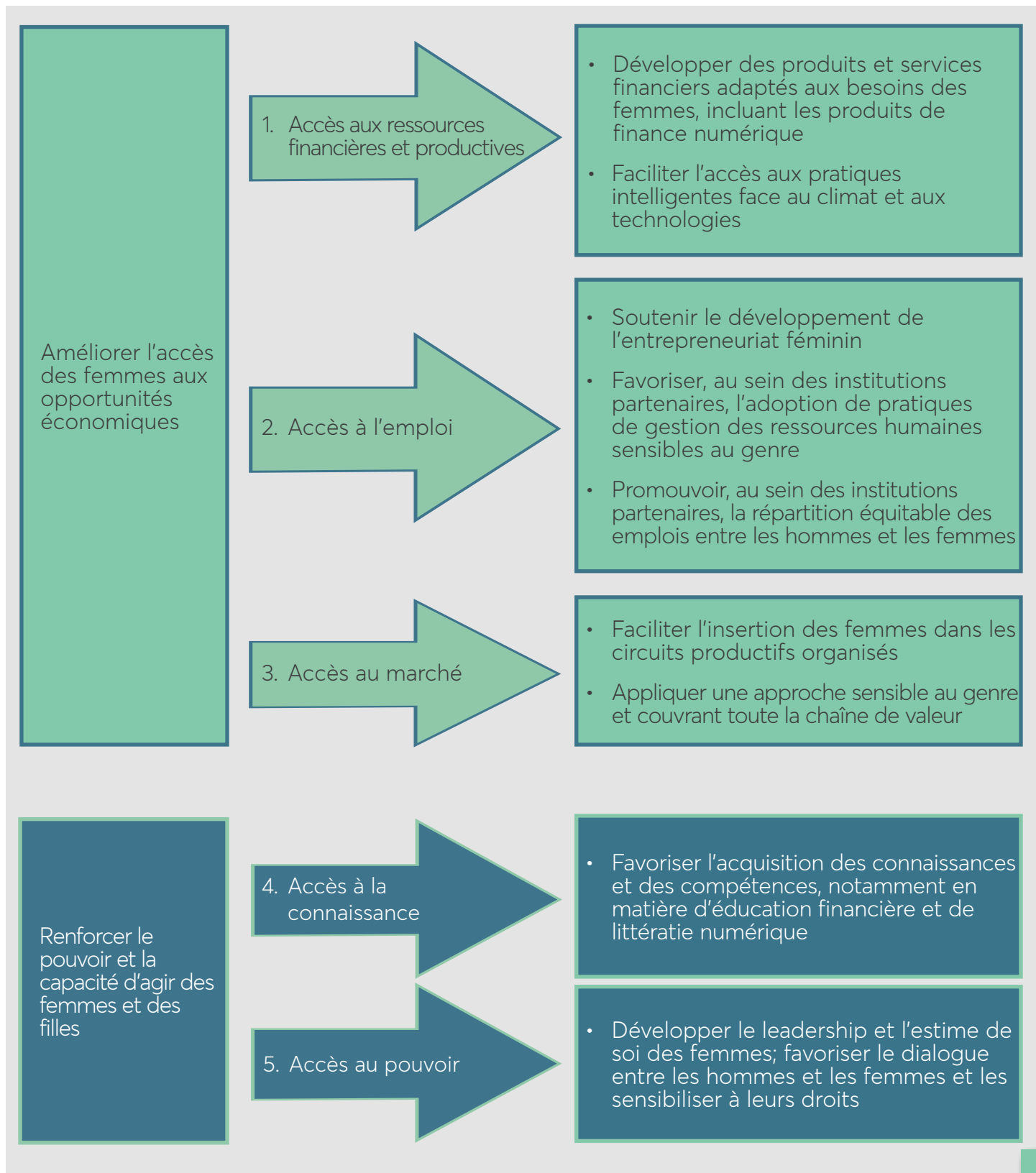
- **SI** des actions de **renforcement des capacités, de la confiance, de l'estime personnelle et du leadership** des femmes et des filles sont mises en place pour leur permettre de saisir les opportunités et de prendre leur place au sein des instances de décision, incluant la famille et la communauté;
- **SI** les femmes et les filles ont accès à une **gamme complète de produits et services financiers et d'accompagnement abordables et adaptés à leurs besoins**, et sont en mesure de les utiliser et d'en contrôler les bénéfices;
- **SI**, parallèlement, **l'environnement politique, légal et institutionnel et la structure des marchés** présentent des conditions favorables à un accès équitable aux opportunités et aux ressources économiques et à l'exercice des droits des femmes;
- **ET SI** les hommes et les garçons sont encouragés à s'engager activement dans la transformation des normes et des pratiques sociales discriminatoires qui restreignent les droits et l'accès aux possibilités d'autonomisation et aux ressources pour les femmes et les filles.





# De la théorie à l'action

Les interventions de DID cherchent à permettre aux femmes et aux filles d'augmenter le contrôle qu'elles exercent sur leur vie.





# Notre démarche

DID s'est doté d'une démarche rigoureuse pour s'assurer de développer des interventions favorables au renforcement du pouvoir économique des femmes et à l'égalité des genres.

- DID appuie toutes ses interventions sur une **connaissance approfondie** de la dynamique entre les hommes et les femmes, obtenue au moyen d'analyses réalisées sur place. Pour DID, l'analyse comparative entre les sexes (ACS+) - qui prend en compte le genre, mais également des facteurs tels l'âge, la race et la religion - constitue la première étape de toute démarche de planification de projet, qu'il ait ou non comme objectif premier le renforcement du pouvoir économique des femmes et la promotion de l'égalité des genres.
- DID **consulte systématiquement** les organisations de femmes ou qui travaillent avec celles-ci au moment de concevoir et de planifier ses projets.
- DID établit des **partenariats innovants**, notamment avec les institutions financières, les opérateurs de monnaie électronique, les organisations travaillant avec les femmes, les acteurs communautaires, les entreprises privées, les acteurs étatiques, ainsi qu'avec la communauté des ONG locales et internationales.
- DID favorise, dans ses interventions, la **participation des hommes et des garçons**, des femmes et des filles. Nous croyons en effet que sensibiliser les hommes et les garçons à l'importance de l'égalité des genres et au respect des droits des femmes permet de faire d'eux des partenaires du changement.
- DID suit et mesure ses résultats. De fait, l'appréciation des progrès accomplis par DID en matière de renforcement du pouvoir économique des femmes et d'égalité des genres ne peut se faire que par **le suivi et l'évaluation continus** de cibles et d'indicateurs de résultats.





# Notre lexique

## Sexe et genre

La définition et l'utilisation des termes « sexe » et « genre » ont évolué au fil du temps et font encore l'objet de débats. Bien qu'ils désignent des concepts différents, ces deux termes sont parfois utilisés incorrectement ou comme des synonymes. Selon l'ONU :

- **Sexe** : ce terme désigne les caractéristiques physiques et biologiques qui différencient hommes et femmes.
- **Genre** : les rôles, les comportements, les activités et les attributs qu'une société donnée considère à un moment donné appropriés pour les hommes et les femmes [...] Ces attributs, opportunités et relations sont socialement construits et assimilés à travers les processus de socialisation. Ils sont liés à un contexte spécifique, ponctuel et variable.

## Égalité des genres

L'égalité des genres signifie que les droits, les responsabilités des femmes et des hommes ainsi que les possibilités qui leur sont offertes ne dépendent pas du fait d'être né de l'un ou de l'autre sexe. Elle signifie que les femmes et les hommes ont le même statut et qu'ils bénéficient des mêmes conditions pour réaliser pleinement leurs droits fondamentaux et leur potentiel de manière à pouvoir contribuer au développement national, politique, économique, social et culturel et bénéficier des résultats.

## Équité des genres

L'équité est le moyen par lequel on atteint l'égalité entre les genres. Elle implique d'être juste envers les femmes et les hommes. L'équité entre les genres signifie donc qu'un traitement impartial doit être accordé aux hommes et aux femmes, en fonction de leurs besoins respectifs. Ce traitement peut être identique ou différent, mais il doit être équivalent en termes de droits, d'avantages, d'obligations et d'opportunités.



## Intersectionnalité

L'intersectionnalité étudie les formes de domination et de discrimination non pas séparément, mais dans les liens qui se nouent entre elles, en partant du principe que les différenciations sociales comme le genre, la race, la classe ou l'orientation sexuelle ne sont pas cloisonnées, et que les rapports de domination entre catégories sociales ne peuvent pas être entièrement expliqués s'ils sont étudiés séparément les uns des autres.

## Autonomisation

L'autonomisation signifie qu'un individu, femme ou homme, peut prendre en main sa vie : définir ses propres priorités, développer ses compétences ou faire valoir ses compétences ou son savoir-faire, renforcer sa confiance en soi et son indépendance, et résoudre des problèmes. Processus et résultat tout à la fois, l'autonomisation implique le renforcement de la capacité des femmes de prendre des décisions stratégiques.

## Autonomisation économique

L'autonomisation économique signifie qu'une personne a la capacité, le pouvoir et la liberté de prendre des décisions favorisant son bien-être économique et financier. Pour les femmes, cela implique de contribuer financièrement au ménage et d'avoir les moyens financiers et la liberté de créer une entreprise, de faire des études ou de participer à des formations.



